

REPUBLICA DOMINICANA

Secretaria de Estado de Agricultura

REPUBLIQUE FRANCAISE

Ministère des Affaires Etrangères

**APPUI AU PROJET PILOTE DE VACCINATION
CONTRE LA PESTE PORCINE CLASSIQUE
DANS LA REGION DU NORD-OUEST**

**AIDE-MEMOIRE DE FIN DE MISSION
EN REPUBLIQUE DOMINICAINE
DU 14 AU 17/12/98**

par S. KLOTZ

décembre 1998



Cirad-emvt
Antenne Martinique
BP 427 Fort de France cedex

SOMMAIRE

1. DÉROULEMENT DE LA MISSION	3
2. RAPPEL DES OBJECTIFS DU PROJET.....	4
3. EVALUATION DU PROJET	4
3.1. EQUIPE DU PROJET.....	4
3.2. RAPPORTS AVEC L'ADMINISTRATION.....	5
3.3. ETAT D'AVANCEMENT	5
3.4. DIFFICULTÉS DE MISE EN ŒUVRE	6
3.5. ENREGISTREMENT DES DONNEES DU PROJET.....	6
3.5.1. Données de vaccination	6
3.5.2. Coût de la vaccination.....	8
3.5.3. Données zootechniques	9
4. RECOMMANDATIONS	9
5. ANNEXE 1 : ZONE DU PROJET	11
6. ANNEXE 2 : STATUTS TYPE DES GDS	13
7. ANNEXE 3 : QUESTIONNAIRE D'ELEVAGE	23

1. DEROULEMENT DE LA MISSION

- | | |
|-----------------------------|---|
| Lundi 14 décembre | <ul style="list-style-type: none">• Arrivée Santo Domingo 14 h 00• Séance de travail avec M. E. Wermester Conseiller culturel, scientifique et de coopération régionale – Ambassade de France• Séance de travail avec M. A. Fabian Président de la Fondation CIMARRON, Conseiller Technique et Directeur du Projet Pilote de Vaccination contre la Peste Porcine Classique |
| Mardi 15 décembre | <ul style="list-style-type: none">• Visite au CONAPROPRE – rencontre avec M. J. Yermenos, Directeur Exécutif• Visite au Secrétariat d'Etat de l'Agriculture - rencontre avec M. R. Martinez, Directeur Général de l'Elevage• Visite de la station porcine de la Fondation CIMARRON• Départ pour la Province de Moa |
| Mercredi 16 décembre | <ul style="list-style-type: none">• Visite au siège d'INDENOR à Mao, rencontre avec M. M. Betances, Directeur• Visite à l'évêché de Mao, rencontre avec Monseigneur Abreu,• Visite à la Direction Régionale de l'Agriculture, rencontre avec M. F. Jiménez, Directeur Régional de l'Elevage et M. E. Gutierrez, Responsable du Service Régional d'Epidémiologie• Visite d'un marché à bétail• Participation à une réunion de sensibilisation• Visite de terrain et rencontres avec des éleveurs• Retour sur Santo Domingo |
| Jeudi 17 décembre | <ul style="list-style-type: none">• Séance de travail avec M. A. Fabian• Séance de travail avec M. E. Wermester• Départ pour Fort de France à 17 h 30 |

2. RAPPEL DES OBJECTIFS DU PROJET

Le Projet Pilote de Lutte contre la Peste Porcine Classique en République Dominicaine couvre quatre provinces du Nord-Ouest : Monte Christi, Valverde, Santiago Rodriguez, Dajabon (Cf. Annexe 1 : carte de la zone du Projet). Dans ces quatre provinces, il a pour but de :

- Recenser le cheptel porcin,
- Vacciner tous les animaux,
- Identifier les animaux vaccinés par une perforation auriculaire,
- Organiser des réunions de sensibilisation des éleveurs en vue de la création d'associations de type Groupement de Défense Sanitaire.

3. EVALUATION DU PROJET

3.1. EQUIPE DU PROJET

Elle est composée de :

- 1 conseiller technique, Directeur du Projet
- 4 Docteurs vétérinaires
- 1 cartographe
- 1 agent de vulgarisation
- 6 techniciens vétérinaires
- 1 comptable
- 1 secrétaire

Les niveaux techniques et opérationnels des agents semblent bons. Quatre formations ont été dispensées à l'ensemble des techniciens du projet en relation avec le travail de terrain (recensement, identification, techniques de vaccination, sensibilisation).

Le support logistique et administratif de l'ONG INDENOR est satisfaisant. Cependant, le personnel mis à disposition du Projet n'est pas toujours en mesure d'effectuer les tâches qui leur sont imparties du fait d'une double charge de travail : travaux du Projet et travaux internes à l'ONG.

Un manque de motivation est à noter de la part de certains Docteurs Vétérinaires. Il pourrait être bon d'envisager une rémunération de ces agents indexée sur le rendement de leur travail (salaire de base et prime de rendement en fonction du nombre d'animaux vaccinés).

Les techniciens vétérinaires ont un faible niveau d'instruction (lecture et écriture) ce qui pose parfois des problèmes de compréhension et pour le relevé des informations.

3.2. RAPPORTS AVEC L'ADMINISTRATION

Les rapports du Projet avec l'Administration Centrale et Déconcentrée se heurtent parfois à des difficultés d'incompréhension et de définition de partage des tâches.

L'Administration au travers de ses attributions régaliennes devrait pouvoir appuyer le Projet dans les actions de sensibilisation et de contrôle a posteriori du travail effectué sur le terrain. La mise en œuvre proprement dite de la vaccination et des actions d'accompagnement devrait être réservée à des opérateurs privés uniquement.

Le Projet devrait cependant informer régulièrement l'Administration Déconcentrée :

- De la planification des réunions de sensibilisation de façon à y participer,
- Des zones où la vaccination a eu lieu de façon à pouvoir faire des contrôles par sondage.

L'Administration devrait fournir un appui au Projet en terme technique au niveau de l'enregistrement et de l'interprétation des données épidémiologiques relevées par le Projet.

3.3. ETAT D'AVANCEMENT

Le Projet a réellement débuté ses activités au début du mois de novembre à la réception de l'ensemble du matériel (motos, véhicule, matériel de vaccination, etc.)

Environ 5 500 animaux ont été vaccinés chez 1 930 éleveurs en 6 semaines. Le Directeur du projet estime que la totalité du cheptel présent dans les 4 zones s'élève à environ 30 000 têtes.

18 % du cheptel aurait été vacciné à ce jour. A ce rythme, il faudrait 32 semaines de projet (environ 8 mois) pour vacciner l'ensemble du cheptel concerné.

Cependant, une forte motivation des éleveurs pour la vaccination a été notée au cours d'une réunion de sensibilisation, du fait de la perte importante d'animaux due à la peste porcine classique dans les mois passés. Les éleveurs ne demandent que « le flacon et l'aiguille » et seraient prêts à prendre en charge eux-mêmes la vaccination.

Environ une quinzaine d'associations d'éleveurs ont été créées de façon plus ou moins informelle.

Il est indispensable pour asseoir l'existence de ces groupements que :

- **Leurs objectifs et attributions soient clairement définis,**
- **des statuts officiels leur soient donnés (Cf. Annexe 2 : statuts type des Groupements français de Défense Sanitaire),**
- **des représentants soient désignés.**

3.4. DIFFICULTES DE MISE EN ŒUVRE

Les principales difficultés de mise en œuvre du Projet résident dans :

- la dissémination du cheptel dans de très petites exploitations (environ 2,8 têtes par éleveur) situées en zones montagneuses où l'accès se fait à pied.
- l'absence des éleveurs le jour de la vaccination qui a été relevée. Les équipes de vaccination ne passant qu'une seule fois, des animaux échappent à la vaccination.
- le conditionnement du vaccin en 50 doses / flacon qui entraîne des pertes non négligeables lorsque les animaux ne sont pas assez nombreux.
- Le taux de recouvrement des coûts de vaccination : dans certains cas les vaccinateurs autorisent des « crédits » aux éleveurs. Actuellement, 8 % des recettes ne sont pas recouvrées.

3.5. ENREGISTREMENT DES DONNEES DU PROJET

Chaque élevage vacciné fait l'objet d'un recensement et d'une identification. Un bref descriptif de l'élevage est relevé sur un questionnaire (Cf. Annexe 3).

A l'heure actuelle seules les informations relatives à la vaccination sont saisies sur micro-ordinateur par la secrétaire du projet.

Les données zootechniques et sanitaires sont regroupées sur une fiche papier.

3.5.1. Données de vaccination

L'interprétation des données de vaccination reste à ce jour sommaire. Des compléments simples de calcul devront être effectués afin de valoriser les informations épidémiologiques et économiques relatives à la vaccination. Les tableaux déjà existants peuvent être complétés de la manière suivante au niveau de chaque Pavajes :

Pavajes	Nom éleveur	Total animaux recensés	Total animaux vaccinés	Total animaux non vaccinés	Doses injectées (1)	Doses perdues (2)	Doses utilisées (1) + (2)	Sommes dues	Sommes versées
A	1								
	2								
	3								
	Total								
	Moyenne								
B	1								
	2								
Etc.	Etc.								
	Total								
	Moyenne								

Ceci permettra de déterminer les indicateurs suivants pour chaque Pavajes :

- Moyenne des animaux recensés par élevage
- Moyenne des animaux vaccinés par élevage
- Moyenne des animaux non vaccinés par élevage
- Total des animaux recensés par Pavajès
- Total des animaux vaccinés par Pavajès

- Total des animaux non vaccinés par Pavajès
- Taux moyen apparent de couverture vaccinale par élevage = Moyenne animaux vaccinés par élevage / Moyenne animaux recensés par élevage
- Taux apparent de couverture vaccinale par Pavajès = Total animaux vaccinés / Total animaux recensés
- Moyenne des pertes de vaccin par élevage
- Total des pertes de vaccin par Pavajès
- Taux de perte de vaccin = Total doses perdues par Pavajès / Total doses utilisées par Pavajès
- Coût brut de la vaccination = Total doses utilisées x coût unitaire dose / Total animaux vaccinés
- Moyenne des sommes versées par élevage (coût brut moyen de vaccination par élevage)
- Taux de recouvrement du coût de vaccination = Total sommes dues / Total sommes versées

La synthèse des données de chaque Pavajès permettra de déterminer ces indicateurs au niveau de chaque Seccione, Municipio et Provincia et éventuellement de les reporter sur des cartes.

		Total animaux recensés	Total animaux vaccinés	Total animaux non vaccinés	Doses injectées	Doses perdues	Total doses utilisées	Sommes versées
Provincia	Municipio 1							
	Secciones 1							
	Pavajes 1							
	Pavajes 2							
	Seccione 2							
	Pavajes 1							
	Pavajes 2							
	Municipio 2							
	Secciones 1							
	Pavajes 1							
	Pavajes 2							
	Seccione 2							
	Pavajes 1							
	Pavajes 2							
	Etc.							

Ces indicateurs devront être utilisés pendant toute la durée du Projet et serviront de « tableau de bord » aux différents responsables. Ils permettront de mettre en évidence et de résoudre les différents problèmes de terrain qui seront rencontrés : faible taux apparent de vaccination, pertes anormales de vaccin, mauvais taux de recouvrement des coûts de vaccination en fonction des agents vaccinateurs, coût élevé de vaccination, etc.

D'autre part, ces indicateurs seront indispensable pour l'évaluation finale du Projet en terme de réussite ou d'échec. Ils participeront aux formes envisageables de poursuite et / ou d'extension du Projet au niveau national.

3.5.3. Données zootechniques

En ce qui concerne les informations zootechniques, environ 2 000 fiches de renseignement ont été remplies. Les données ont seulement été reportées sur une fiche papier.

Pour pouvoir exploiter ces données d'une grande richesse, il est indispensable d'en effectuer la saisie dans une base de donnée informatisée, ce qui constitue un travail très conséquent (actuellement 55 variables x 2 000 fiches = 110 000 données, à terme environ 55 variables x 10 000 fiches !).

L'interprétation statistique de ces données pourrait être éventuellement faite au niveau du Programme Productions Animales du Cirad-emvt à Montpellier. Cependant ceci nécessiterait un avenant à la convention de financement du Projet.

4. RECOMMANDATIONS

La réussite du Projet est conditionnée par la poursuite des actions de sensibilisation, par un renforcement de l'appui logistique et du suivi quotidien des indicateurs.

La mission recommande :

1. Au niveau des agents de terrain du Projet :

- augmenter le rythme de vaccination en planifiant au mieux les interventions sur le terrain des agents avec des programmes de travail définis sur plusieurs jours et en relation avec la sensibilisation des éleveurs,
- diminuer les pertes de vaccin en regroupant dans les mêmes journées le maximum d'animaux à vacciner,
- mettre en place un système de rémunération des agents en fonction de leur «rendement »,

2. Au niveau des éleveurs :

- informer les éleveurs plusieurs jours à l'avance du passage des agents vaccinateurs,
- sensibiliser les éleveurs à la nécessité de vacciner, d'être présent le jour de la vaccination et de l'importance de payer comptant les vaccinations,
- sensibiliser les éleveurs aux avantages d'une action commune de lutte.
- Produire des supports pédagogiques de sensibilisation simples à distribuer aux éleveurs : affichettes, dépliants, etc.

3. Au niveau des associations d'éleveurs :

- Formaliser statutairement les associations,
- Définir un ou des modes de représentation,
- Effectuer un inventaire précis des associations et de leurs adhérents. Ceci constituera un indicateur majeur pour l'évaluation de fin de Projet.
- Responsabiliser les groupements en initiant des actions internes : recensement des éleveurs et des animaux, sensibilisation à la vaccination, aide à la vaccination, etc.

- Envisager des formes actives de participation à la vaccination et à des actions de santé animale par les associations.

4. Au niveau de la Direction du Projet :

- Apporter un appui à la logistique du Projet : aide à la définition des programmes de travail des agents de terrain,
- Mettre en place un système de « monitoring » (suivi et évaluation) du Projet sur la base des indicateurs précédemment définis,
- Effectuer des contrôles a posteriori du travail effectué sur le terrain et renforcer la collaboration avec l'Administration Déconcentrée,
- Définir les coûts réels de vaccination,
- Elaborer des schémas prospectifs en vue d'une poursuite du Projet en fonction des résultats acquis.

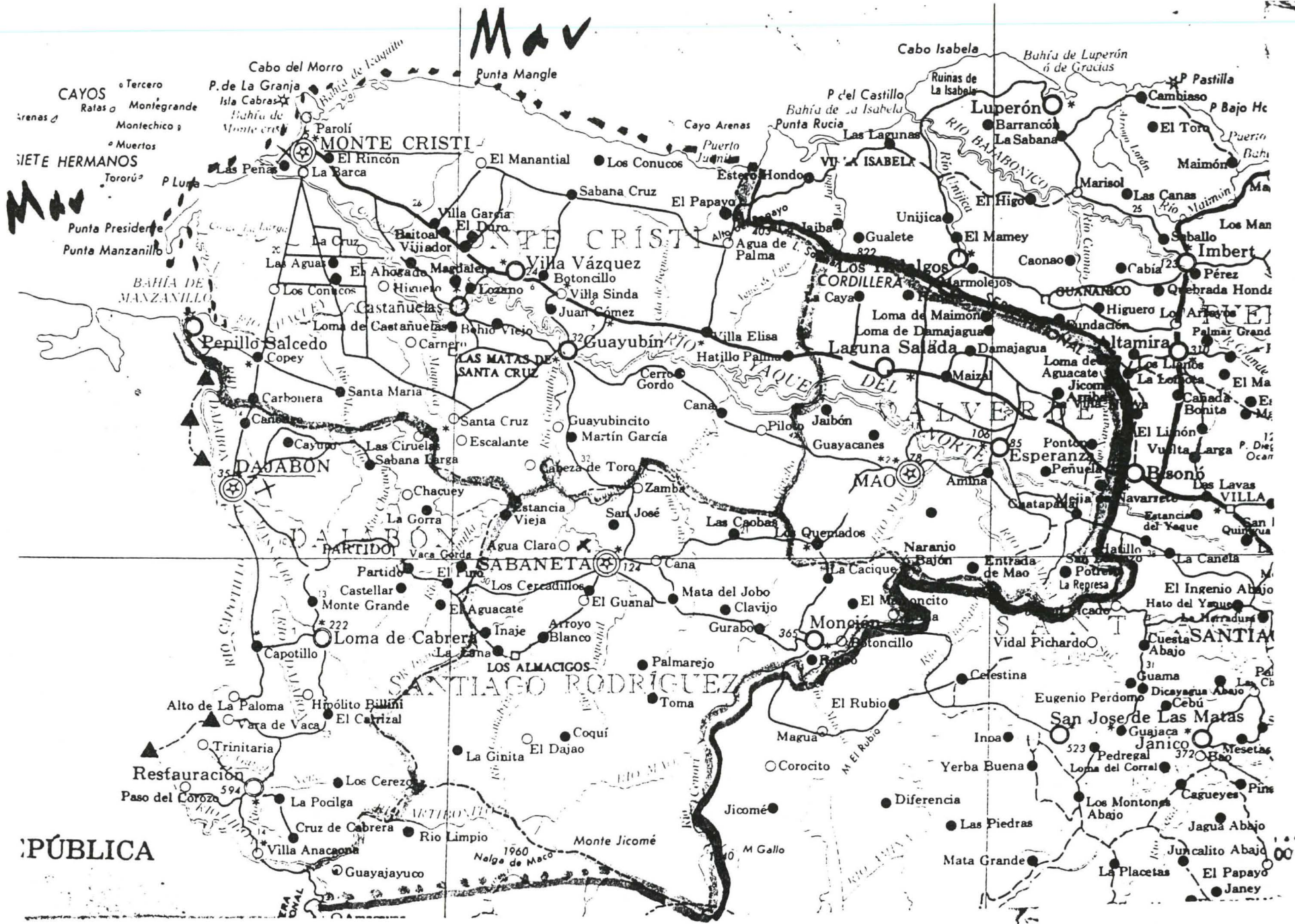
5. Au niveau de la connaissance du cheptel :

Envisager un traitement raisonné et scientifique des données zootechniques recueillies par le Projet.

L'interprétation de ces données constituerait une base sérieuse de connaissance de l'élevage porcin en milieu paysan en République Dominicaine.

Elle serait indispensable pour la poursuite d'actions de développement de cette filière tant au niveau de la santé animale de base que de la conduite d'élevage.

5. ANNEXE 1 : ZONE DU PROJET



6. ANNEXE 2 : STATUTS TYPE DES GDS

DENOMINATION - OBJET - COMPOSITION

Article 1er

Il est formé entre les Groupements communaux et intercommunaux de défense sanitaire et les personnes physiques ou morales désignées ci-après qui adhèrent aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 (1) et les textes subséquents, notamment la loi n° 48-1001 du 23 juin 1948.

Elle prend le nom de ci-après désigné par "le Groupement Départemental". Sa durée est illimitée.

Article 2

Le Groupement départemental a pour objet de contribuer par tous les moyens dont il dispose à l'amélioration de l'état sanitaire de toutes les espèces d'animaux domestiques. Il a pour tâche en particulier :

1°/ - de concourir avec les services vétérinaires et l'administration et les vétérinaires sanitaires, la diffusion et l'application des programmes de prophylaxie réglementés, notamment en engageant les éleveurs adhérents à respecter les règles fixées par les services vétérinaires.

2°/ - D'étudier dans le cadre des lois et règlements en vigueur et de vulgariser tout programme de prophylaxie dont la mise en oeuvre est estimée utile, et de promouvoir des mesure d'hygiène et de prévention.

3°/ - D'assurer la représentation des éleveurs adhérents. Le Groupement est l'intermédiaire privilégié entre ses adhérents, les organisations départementales et l'administration, en ce qui concerne les problèmes de santé animale.

4°/ De coordonner l'action des groupements locaux, d'en assurer l'animation et de veiller à ce qu'ils puissent admettre tous les éleveurs sans discrimination.

D'une façon générale le Groupement Départemental peut entreprendre toutes actions qui correspondent à l'objet ci-dessus défini.

Article 3

Sont membres du Groupement départemental :

a/ Les groupements communaux ou intercommunaux qui adhèrent aux présents statuts et les représentants des adhérents à titre individuel

(1) ou sous le régime de syndicats selon la loi du 21 mars 1884.

situés dans des régions sans groupement local.

b/ Les organisations agricoles départementales suivantes :

- F.D.S.E.A.
- Chambre d'Agriculture
- E.D.E.

c/ Le département représenté par le Conseil Général

d/ Les organisations suivantes :

- Syndicat départemental des commerçants en bestiaux
- Syndicat départemental des vétérinaires
- Conseil régional de l'Ordre des vétérinaires

Toute admission d'un nouveau membre devra être acceptée par le Conseil d'administration du groupement départemental et ratifiée par la plus prochaine Assemblée Générale.

Article 4

Le siège du Groupement départemental est fixé à

Il peut être transféré en tout autre endroit sur simple décision du Conseil d'administration.

ASSEMBLEE GENERALE

Article 5

L'Assemblée Générale se compose :

- des Présidents de groupements locaux à jour de leur cotisation ou d'éleveurs adhérents mandatés par eux (1) ;
- des représentants des adhérents à titre individuel à raison d'un siège par fraction de (75) personnes inscrites à ce titre ;
- des Présidents des organisations définies aux points b, c et d de l'article 3 ou de leurs représentants.

L'organisation des votes et le nombre de voix par représentant sont fixés dans un règlement intérieur du Groupement départemental approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire.

Tout membre de l'Assemblée Générale peut se faire représenter au moyen d'un pouvoir. Par ailleurs tout membre présent ne pourra pas disposer de plus de deux pouvoirs.

(1) En cas de groupements cantonaux, ils peuvent être représentés par l'ensemble de leur Conseil d'administration.

Article 6

L'Assemblée Générale se réunit en session ordinaire une fois par an sur convocation du Président du Conseil d'administration.

L'Assemblée Générale Ordinaire peut être convoquée en session extraordinaire par le Conseil d'administration toutes les fois qu'il le juge nécessaire ou qu'il en est requis par le quart de ses membres.

Article 7

La convocation de l'Assemblée Générale est faite par simple lettre adressée au moins trois semaines à l'avance aux membres désignés à l'article

Article 8

L'Assemblée Générale est présidée par le Président ou à son défaut un vice-président du Conseil d'administration, ou, à leur défaut, par un Administrateur désigné par ce Conseil.

Les fonctions de secrétaire de l'Assemblée Générale sont remplies par le Secrétaire du Conseil d'administration ou à son défaut par un Administrateur désigné par ce Conseil.

La feuille de présence et le procès-verbal des délibérations sont arrêtés et signés par le Président et le Secrétaire de l'Assemblée Générale.

Les extraits des procès-verbaux à fournir aux tiers sont signés par le Président ou un Vice-Président du Conseil d'administration.

Article 9

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des membres présents ou représentés tels que définis à l'article 5.

Article 10

L'Assemblée Générale Ordinaire entend les rapports présentés par le Conseil d'administration sur sa gestion et sur tous autres objets, approuve ou redresse les comptes du dernier exercice clos, vote le projet de budget de l'exercice suivant, pourvoit au renouvellement des membres du Conseil d'administration et statue sur toutes les questions figurant à l'ordre du jour envoyé avec la convocation ainsi que sur les questions qui y seraient ajoutées sur proposition du Président, en accord avec le Bureau de la Fédération.

Pour délibérer valablement, l'Assemblée Générale doit réunir les représentants du tiers au moins de ses membres. Si elle ne réunit pas ce nombre, la délibération est ajournée, une nouvelle Assemblée est convoquée dans un délai de deux mois au plus et elle délibère valablement quel que soit le nombre de Groupements représentés.

Article 11

L'Assemblée Générale extraordinaire peut apporter aux présents statuts les modifications dont l'utilité sera reconnue et décider la dissolution

du groupement. Pour de telles décisions, l'Assemblée extraordinaire ne délibérera valablement que si la moitié de ses membres sont représentés.

Si ce quorum n'est pas atteint, l'Assemblée extraordinaire est ajournée et convoquée à nouveau dans un délai de deux mois. Dans cette nouvelle réunion, elle statue valablement, quel que soit le nombre de groupements présents mais seulement sur les points inscrits à l'ordre du jour par le Conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés et, sur seconde convocation, à la majorité absolue.

ADMINISTRATION

Article 12

Le Groupement départemental est administré par un Conseil d'administration composé de :

a/ au moins (20) et au plus (30) délégués des groupements locaux représentant chaque région ou des représentants des adhérents à titre individuel. Le renouvellement de ces membres du Conseil d'administration se fait par 1/3 tous les ans. Le découpage géographique et les modalités des élections sont définis dans le règlement intérieur du Groupement.

b/ Un représentant par organisme membre de droit désigné à l'article 3 paragraphes b/ c/ et d/. Le représentant de chacun de ces organismes ou organisations est le Président ou à défaut un membre de cette organisation désigné par son Conseil d'administration.

Le remplacement des membres décédés ou démissionnaires a lieu avant ou au cours de la prochaine Assemblée Générale. Les Administrateurs ainsi nommés demeurent en fonction pendant le temps qui reste à courir sur la durée du mandat qui avait été confié à leurs prédécesseurs.

Article 13

Le Directeur des Services Vétérinaires est le conseiller technique du Groupement Départemental. Il assiste ou se fait représenter aux Assemblées Générales et aux réunions du Conseil d'administration où il représente le Ministre de l'Agriculture.

Article 14

L'Administration ne peut être confiée qu'à des Français majeurs, non déchus de leurs droits civils et politiques, pris parmi les membres adhérents au Groupement.

Article 15

Les fonctions d'Administrateur sont entièrement gratuites. Les

membres du Conseil d'administration ne contractent, en raison de leur gestion aucune obligation personnelle ni solidaire relativement aux engagements et opérations du Groupement. Ils ne répondent que de leur mandat.

Article 16

Le Conseil d'administration peut décider d'entendre toute personne susceptible de l'éclairer lors de ses travaux.

Article 17

Tout Administrateur qui n'aurait pas participé, sans motif valable, à trois réunions successives du Conseil, sera considéré comme démissionnaire d'office.

Article 18

Le Conseil d'administration dispose des pouvoirs les plus étendus pour la gestion et l'administration du Groupement.

Il peut notamment prendre à bail les locaux nécessaires aux besoins du Groupement, acheter ou vendre tous titres et valeurs et tous biens, meubles ou immeubles et faire emploi des fonds du Groupement. Il peut contracter tous emprunts, avec ou sans garantie hypothécaire.

Article 19

Le Conseil d'administration se réunit chaque fois qu'il est convoqué par le Président et au moins deux fois par an. La convocation est obligatoire quand elle est demandée par la majorité des membres du Conseil.

Pour délibérer valablement, le Conseil doit être formé du tiers au moins des membres qui le composent.

Les décisions sont prises à la majorité simple des voix. En cas d'égalité la voix du Président est prépondérante. Nul ne peut voter par procuration.

Article 20

Après chaque renouvellement, lors de sa première réunion, le Conseil d'administration élit un bureau composé d'un Président, (x) Vice-Présidents, un Secrétaire, un Trésorier et x membres.

Lorsqu'en cours de mandat un membre du Bureau décède ou perd sa qualité pour quelque cause que ce soit, il est procédé à son remplacement lors de la plus prochaine réunion du Conseil d'administration dans les mêmes conditions.

Dans l'intervalle des réunions du Conseil, le Bureau a qualité pour prendre toutes décisions concernant la gestion et l'administration, lorsqu'il s'agit de questions urgentes. Les décisions ainsi prises par le Bureau sont soumises à la ratification du Conseil, lors de sa plus prochaine réunion.

Article 22

Le Président représente le Groupement dans toutes les circonstances et notamment ester en justice. Il dirige ses travaux et préside les séances des Assemblées Générales et du Conseil d'administration, il veille à la stricte observation des statuts et le cas échéant du règlement intérieur et assure l'exécution de toutes les décisions du Groupement.

Il peut se faire suppléer par un mandataire choisi parmi les administrateurs pour un ou plusieurs objets déterminés.

Sur la proposition du Président, le Conseil d'administration peut confier à un Directeur pris en dehors de son sein les pouvoirs nécessaires à la gestion courante des affaires du Groupement.

Le Conseil nomme le Directeur sous l'autorité duquel est placé l'ensemble du personnel.

Le Directeur est chargé, sous le contrôle du Président, de la gestion administrative du groupement.

Article 23

En liaison avec le Président, le trésorier assure la gestion financière du Groupement. Avec l'approbation du Conseil d'administration, il peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à toute personne de son choix, notamment au Directeur du Groupement, pour effectuer au nom du Groupement toutes opérations nécessaires.

Article 24

Des sections spécialisées par espèce peuvent être constituées. Chacune d'elles sera administrée sous la responsabilité du Conseil d'administration du Groupement, par un Comité Technique.

Ce Comité Technique est composé de représentants du Conseil d'administration du Groupement et, en nombre égal, d'éleveurs d'animaux de l'espèce concernée, élus par leurs pairs selon des modalités définies dans un règlement intérieur de section.

Pour chaque section un compte spécial sera ouvert dans la comptabilité du Groupement.

Chaque section devra soumettre son règlement intérieur au Conseil d'administration du Groupement.

Article 25

Les ressources du Groupement comportent :

- 1 - les cotisations de ses membres fixées en Assemblée Générale sans discrimination ;
- 2 - les intérêts et revenus des biens et valeurs qu'il possède ;
- 3 - les subventions qui peuvent lui être accordées ;
- 4 - les versements effectués par les éleveurs et les groupements membres, en vue de rembourser les frais exposés pour leur compte
- 5 - et d'une manière générale, toutes ressources autorisées par la loi.

DEMISSION - RADIATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 26

Les Membres cessent de faire partie de la Fédération :

1) Par démission qui n'est valable pour un groupement local que si un extrait de procès-verbal relatant la décision prise par le Conseil d'administration du Groupement local intéressé est adressé au Président du Groupement départemental avec la lettre de démission, sous pli recommandé.

2) Par radiation qui peut être prononcée par le Conseil d'administration pour motifs graves. Dans ce cas, un avertissement écrit doit être adressé sous pli recommandé par le Président du Groupement départemental au Président du groupement local membre. La décision de radiation ne devient définitive qu'à l'expiration d'un délai d'un mois après l'envoi de cet avertissement sauf demande d'audition de l'intéressé au Conseil d'administration. La décision du Conseil d'administration devient alors sans appel.

Article 27

En cas de dissolution volontaire ou forcée, l'Assemblée Générale nomme un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation des biens de la Fédération. Elle attribue l'actif net à toutes les associations déclarées ayant un objet similaire ou à tous établissements publics ou privés reconnus d'utilité publique de son choix.

Article 28

Le Conseil d'administration remplira les formalités de déclaration de publication prescrites par la loi du 1er juillet 1901 et par le décret du 16 août 1901.

DENOMINATION - OBJET - COMPOSITION

Article 1er

Il est formé entre les éleveurs du département de
et les personnes morales ci-après désignées qui adhèrent aux présents statuts,
une association régie par la loi du 1er juillet 1901 (1) et les textes subsé-
quents, notamment la loi n° 48-1001 du 23 juin 1948. Elle prend le nom de
. ci-après désigné par "le groupement départemental". Sa
durée est illimitée.

Article 1 bis

Le Groupement départemental s'engage à admettre tout éleveur sans
discrimination d'appartenance ou non à un mouvement ou association de
quelque obédience qu'il soit.

Article 2

Idem. sauf le paragraphe 4 sur la coordination des groupements locaux
à supprimer.

Article 3

Sont membres du Groupement départemental :

a/ les éleveurs qui adhèrent aux présents statuts.

b/ Les organisations agricoles départementales suivantes :

F.D.S.E.A.
Chambre d'Agriculture
E.D.E.

c/ Le Département représenté par le Conseil Général.

d/ Les organisations suivantes :

Syndicat Départemental des Commerçants en Bestiaux
Syndicat Départemental des Vétérinaires
Conseil régional de l'ordre des vétérinaires

Article 4

Idem.

(1) ou sous le régime de syndicats selon la loi du 21 mars 1884.

Article 4 bis

Des sections locales sont constituées selon un découpage géographique prévu dans le règlement intérieur du Groupement.

A l'intérieur de chaque section, les adhérents sont convoqués au moins une fois tous les deux ans à une réunion au cours de laquelle ils élisent un délégué de section (1) qui les représentera aux Assemblées Générales du Groupement départemental.

ASSEMBLEE GENERALE

Article 5

L'Assemblée Générale se compose :

- des délégués des sections locales.
- des présidents des organisations définies aux points b/ c/ et d/ de l'article 3, ou de leurs représentants.

L'organisation des votes et le nombre de voix par représentant sont fixés dans un règlement intérieur du Groupement départemental approuvé par l'Assemblée Générale.

Tout membre de l'Assemblée Générale peut se faire représenter au moyen d'un pouvoir. Par ailleurs un membre présent ne pourra pas disposer de plus de 2 pouvoirs.

Articles 6 à 28 sans changement sauf l'article 12

Remplacer groupements locaux par sections locales.

(1) En cas de section cantonale il conviendra de prévoir, en plus de l'élection d'un Président, la désignation de x personnes mandatées pour participer à l'Assemblée Générale.

7. ANNEXE 3 : QUESTIONNAIRE D'ELEVAGE

REGIONAL _____ FICHA VACUNACION _____

Fecha _____ Hora E. _____ Horas. _____

Propietario _____

Provincia _____ Municipio _____

Sección _____ Paraje _____

Reproducción _____ Mejora _____ Mixta _____

VEÉRACOS	VIENTRES	MARRANAS	LACTANTES	CRECIMIENTO	TERMINADOS	TOTAL GENERAL

Paridas _____ Preñadas _____ Enfermos _____

Total cerdos _____ Vacunados _____ Sin Vacunar _____

- 1.- Manejo : Pocilga con cemento, cerca, lazo, libre
- 2.- Tipos alimentación : Concentrada, Mixtos, Restos y desperdicios.
- 3.- Necesidad : Instalación, Alimento, Mercado, Asistencia, Genética
Financiación.
- 4.- Venta : Cría, consumo, carnicería local, compradores.
- 5.- Sanidad : Diarrea lechones, Piel, abortos, infertilidad.

Otros : _____

- 6.- Practicas : Colmillos, ombligo, vermífugo, castración, parto.

Otros : _____

Propietario

Responsable